

Alternatiba66 communique le 08/02/21

Amazon à Rivesaltes : La Communauté Urbaine sourde aux interpellations citoyennes

L'association Alternatiba66 renouvelle son opposition à l'implantation de la multinationale Amazon. Malgré nos publications et alertes successives, la Communauté Urbaine s'entête à vouloir accueillir cette firme à Rivesaltes. L'association dénonce un habillage trompeur du projet qui masque les conséquences qui en résulteront. L'arrêt du projet d'implantation d'Amazon marquera enfin un changement de priorités pour notre territoire.

Les demandes successives formulées aux décideurs de l'agglomération par l'association, sont restées à ce jour sans réponse. Par contre, dans les médias, l'élu chargé du développement économique, présente l'opération de façon habile et flatteuse. Il ne répond pas à notre analyse critique. Après avoir nié le projet, dans une interview publiée en ligne, maintenant Laurent Gauze en justifie le prix, banalise cette implantation la qualifiant de projet logistique classique, annonce des emplois qu'il ne peut garantir et promet un accompagnement pour une mutation du commerce.

Verrons-nous tous les magasins fermer progressivement et transformés en boutiques virtuelles ?

Si c'est l'avenir que veulent dessiner les élus de l'agglomération, nous n'en voulons pas, ni ici ni ailleurs.

Nous avons publié :les sept raisons qui imposent de suspendre cette opération sans plus tarder : Car en réalité ce projet est porteur de régression sociale, d'assèchement des ressources fiscales et de concurrence déloyale, de chaos climatique et d'inégalité de traitement entre le e-commerce et le commerce physique qui conduit à une position dominante de cette firme. Ces conclusions alarmantes s'appuient sur les rapports et études citées dans notre publication.

Alternatiba66 dénonce le refus d'une concertation et d'une participation citoyenne à la préparation des décisions structurantes pour le territoire et demande une nouvelle fois, au président de la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole, d'arrêter ce projet funeste.

Le rôle des institutions est non seulement de promouvoir les produits locaux pour protéger les emplois et préserver l'environnement, mais aussi de garantir une concurrence non faussée.

Contact presse : Eric Le Balier 06 74 71 52 95 / Claude Bascompte 06 81 20 12 35